



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

postes dans l'école primaire  
Question au Gouvernement n° 537

Texte de la question

POSTES DANS L'ÉCOLE PRIMAIRE

**M. le président.** La parole est à Mme Bénédicte Taurine, pour le groupe La France insoumise.

**Mme Bénédicte Taurine.** Monsieur le ministre de l'éducation nationale, vous avez annoncé le dédoublement de classes en CP et CE1 dans les zones prioritaires.

**M. Fabien Di Filippo.** Au détriment de la ruralité.

**Mme Bénédicte Taurine.** Ce serait une mesure positive si les moyens nécessaires étaient mis en place. Et c'est là tout le problème : vos dédoublements reposent sur un redéploiement de moyens. En effet, pour la rentrée 2018, les sources syndicales annoncent la création de 3 880 postes alors que votre mesure, à elle seule, en demanderait 6 400. Comment comblez-vous les quelque 2 500 postes manquants ?

**M. Pierre Cordier.** CQFD !

**Mme Bénédicte Taurine.** Les autorités académiques répondent à cette question en supprimant des dispositifs d'aide aux enfants en difficulté, en réduisant les moyens de remplacement et en fermant des classes rurales, contribuant ainsi à la désertification de nos territoires.

**M. Fabien Di Filippo.** Elle a raison !

**Mme Bénédicte Taurine.** À ce sujet, les exemples ne manquent pas : on compte 180 fermetures dans le Val-de-Marne, et dans l'académie de Toulouse, tous les départements perdent des postes sauf la Haute-Garonne.

**M. Jean Lassalle.** Tout à fait !

**Mme Bénédicte Taurine.** En fait, vous utilisez les départements ruraux comme des variables d'ajustement pour mettre en œuvre vos annonces démagogiques. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR et sur de nombreux bancs du groupe LR.*) Le nombre de postes étant insuffisant, il faudra fermer des classes. Cela conduira à surcharger d'autres niveaux et à fermer des écoles de montagne, sans régler le problème d'environ 62 % des CP, qui ont entre 21 et 25 élèves, ni des 17 % qui dépassent même les 25 élèves.

**M. Fabien Di Filippo.** Très juste ! Bravo !

**Mme Bénédicte Taurine.** Chaque ministre y va de sa petite réforme, souvent pour se faire plaisir. Mais la question de l'éducation n'est pas traitée de façon sérieuse. Les personnels sont trop souvent abandonnés face

aux difficultés, qu'ils gèrent comme ils le peuvent.

Monsieur le ministre, continuerez-vous à déshabiller Jacques pour habiller Paul ? Ou bien avez-vous en réserve, comme on le dit, les 2 500 postes nécessaires à votre réforme ?

**M. Pierre Cordier.** Très bien !

**Mme Bénédicte Taurine.** Comment ces postes seront-ils répartis sur le territoire ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes NG et LR.*)

**M. Fabien Di Filippo.** Bravo, madame !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

**M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.** On pourrait presque définir l'éducation par son opposé, madame la députée, et cet opposé, c'est la démagogie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM, ainsi que sur quelques bancs des groupes LR et UDI-Agir.*)

De la démagogie, il en faut beaucoup pour décrire la rentrée prochaine comme un recul budgétaire dans le premier degré. Nous avons désigné l'école primaire comme une priorité et, vous l'avez rappelé, nous y avons créé 3 000 postes, et cela en dépit d'une baisse démographique. En termes d'équivalence, ce sont donc bien plus de 3 000 postes qui ont été créés.

**Mme Valérie Lacroute.** Et en milieu rural ?

**M. Jean-Michel Blanquer, ministre.** Si nous tenions compte de la démographie, nous devrions supprimer des postes.

**Mme Bénédicte Taurine.** Vous n'avez qu'une vision comptable !

**M. Jean-Michel Blanquer, ministre.** Non seulement nous n'en supprimons pas, mais nous en créons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

**M. Fabien Di Filippo et M. Pierre Cordier.** Ce n'est pas une question de moyens, mais de répartition des moyens !

**M. Jean-Michel Blanquer, ministre.** Chaque année, il est possible de faire de la démagogie en évoquant des fermetures d'écoles, puisque par définition, chaque année il y a des écoles ferment et d'autres qui ouvrent.

**M. Christian Jacob.** Le premier démagogue, c'est Macron !

**M. Jean-Michel Blanquer, ministre.** Nous menons une politique volontariste pour les départements ruraux (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) ; elle se traduit, en ce moment même, par le maintien de classes qui auraient été supprimées en temps normal. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM. – « C'est faux ! » sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Notre stratégie rurale se traduit par des contrats signés dans chaque département de France, comme je l'ai affirmé lors de visites récentes. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) On pourra toujours citer une classe ou une école qui ferme, ce fut le cas sous toutes les majorités, et c'est cela que j'appelle la démagogie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. – Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

La réalité est qu'en ce moment même, nous recevons les premiers retours sur le dédoublement des classes de

CP, et que ces retours sont plus qu'excellents. Si ce renouveau vous gêne, il faut le dire, mais il s'agit bel et bien d'un renouveau. *(Mmes et MM. les députés des groupes REM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.)*

## Données clés

**Auteur :** [Mme Bénédicte Taurine](#)

**Circonscription :** Ariège (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 537

**Rubrique :** Enseignement maternel et primaire

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [1er février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er février 2018](#)